

"Louange à Dieu, que la prière et la paix soient sur le prophète, sa famille et ses compagnons

Majestés, Altesses, Excellences, Monsieur le Secrétaire Général des Nations-Unies,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord rendre hommage aux états unis mexicains, pays ami, qui a bien voulu accueillir cette importante conférence sur le financement du développement. Cette manifestation prend un relief particulier, eu égard à l'ampleur des défis qui se posent aux pays en développement. Nous ne sommes pas réunis ici pour examiner les causes et les manifestations du sous-développement qui accablent tant de peuples. notre propos n'est pas, non plus, de nous pencher sur les écarts et les déséquilibres effrayants qui ont fait que notre monde connaît, autour d'îlots de richesse et de prospérité, de vastes océans de misère et d'analphabétisme, d'épidémies ravageuses et de carences criantes dans les différents domaines du développement humain. Cette réalité amère, nous ne la connaissons que trop. le diagnostic en a été établi et répété à l'envi. il nous incombe donc plutôt d'examiner les voies et moyens susceptibles de dégager les ressources nécessaires à la réalisation d'un développement durable.

A ce propos, il se pose au premier chef, la problématique du financement du développement, à laquelle ont été consacrées de nombreuses conférences et qui a fait l'objet de recommandations onusiennes, qui n'ont pas encore connues d'application pertinente.

Le contexte général dans lequel se tient notre conférence est marqué par cette lame de fond qu'est la mondialisation globalisante, qui déferle sur les marchés et les échanges. C'est un contexte qui porte aussi la marque des violentes secousses dont les événements dramatiques du 11 septembre ont constitué la plus terrible manifestation. un contexte donc, qui confère à notre réunion une portée d'importance stratégique et nous imposent de faire preuve d'une volonté inébranlable en œuvrant pour rendre l'environnement international, avec ses espoirs et ses frustrations, le plus propice possible au financement du développement, qui constitue la voie la plus sûre pour combattre l'exclusion, le désespoir et la misère lesquels, plus que toute autre menace, risquent d'hypothéquer la paix et la sécurité dans le monde.

Monsieur le Président,

En 1994, notre regretté père, feu Sa Majesté le Roi Hassan II, que dieu l'ait en sa sainte miséricorde, relevait, à l'occasion de la tenue à Marrakech de la conférence du GATT, la nécessité d'instaurer une gouvernance multilatérale globale, à travers notamment le renforcement de la cohérence entre les politiques économique, financière et commerciale internationales et l'approfondissement de la coordination entre les actions des institutions de Bretton Woods et de la nouvelle organisation mondiale du commerce.

Je suis, aujourd'hui, extrêmement heureux de constater que cet appel a été entendu et que notre présente conférence associe l'ensemble des institutions multilatérales au débat actuel et aux actions futures en matière de relations économiques internationales. Aussi, nous importe-t-il de saisir cette opportunité pour dégager une vision stratégique précise, soutenue par une ferme volonté collective, et arrêter un plan d'action articulé, au service du monde en développement.

A cette fin, nous devons assurer à notre démarche à la fois pragmatisme et réalisme, mais également ambition et volontarisme. nous osons espérer que notre conférence prendra des décisions historiques pour intégrer davantage les pays en voie de développement au processus de la mondialisation et leur permettre de participer d'une manière équitable et responsable à la prise de décisions qui concernent l'humanité toute entière, dans le cadre d'une architecture monétaire et financière internationale renouvelée.

Dans ce contexte, l'aide publique au développement revêt une importance capitale pour créer les conditions propices et développer les capacités nationales nécessaires à un développement soutenu. Aussi, le Maroc appelle-t-il la communauté internationale à mobiliser ses énergies en vue de doubler, le plus tôt possible, le volume de l'aide publique au développement de manière à contribuer à la réalisation des objectifs du sommet du millénaire, dont notamment, celui de réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015. Mais si l'augmentation de l'aide publique au développement est une condition nécessaire à l'insertion durable des pays en développement dans l'économie mondiale, elle n'est pas pour autant, suffisante pour atteindre l'objectif escompté. D'autres axes s'avèrent, en effet, primordiaux et déterminants. Ainsi, il convient de rechercher des solutions durables et actives à l'endettement extérieur des pays en développement, dont le remboursement dépasse largement, pour certains, l'ensemble de leurs recettes. Par ailleurs, la libéralisation

engagée du commerce international, tel que réglementée et régie par l'organisation mondiale du commerce et réalisée dans divers espaces régionaux, devrait être non discriminatoire et équitable, pour profiter pleinement aux pays en développement et leur permettre de générer des ressources importantes pour leur développement économique et social.

L'agenda pour le développement, issu de la conférence ministérielle de Doha est source d'espoir pour les pays en développement. Il préfigure un système commercial multilatéral universel bénéfique à tous les pays, quel que soit leur stade de développement. Cette perspective doit aujourd'hui se traduire dans les faits.

La diversification géographique et sectorielle des investissements étrangers directs par des mesures incitatives, tant nationales qu'internationales, est également un objectif à poursuivre avec fermeté afin d'apporter une réponse concrète à l'aggravation des écarts de développement dans le monde. Enfin, il convient de compléter ce schéma par des mesures novatrices capables de mobiliser des ressources financières en faveur du monde en développement. Dans ce cadre les efforts devraient porter sur le renforcement du partenariat entre les secteurs public et privé, la multiplication des actions de coopération entre les organisations non-gouvernementales du nord et du sud ainsi que sur la gestion équitable des biens collectifs mondiaux.

Monsieur le président,

L'Afrique fait face à de très nombreuses difficultés et mérite une attention particulière et prioritaire. Trente-trois pays africains figurent aujourd'hui parmi les moins avancés dans le monde et notre continent continue de souffrir de la persistance de multiples conflits, de l'exacerbation des tensions et de l'exposition croissante de ses populations à divers maux sociaux, pandémies et tragédies humaines. Pour faire face à ces situations fortement préoccupantes, les états africains ont pris, à des degrés divers, des mesures audacieuses pour instaurer la bonne gouvernance, conforter l'état de droit, et libéraliser leurs économies. Parallèlement, notre continent vient de se doter d'une plate-forme cohérente et concrète pour la relance de son développement, dans le cadre du nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad). Cette initiative reflète, avant tout, la volonté de nos pays, de s'approprier leur processus de développement aux niveaux national, sous-régional et continental. Elle a également pour but de mettre l'Afrique sur la voie d'un développement durable à travers un partenariat rénové avec le reste de la communauté internationale. Cette nouvelle stratégie, que notre continent s'est fixée,

par lui-même et pour lui-même appelle, de la part de l'Afrique, un effort organisé et de la communauté internationale un intérêt soutenu :

- effort organisé de l'Afrique afin de donner une nette visibilité à ses différents partenaires, aux institutions internationales et régionales ainsi qu'aux opérateurs économiques, qu'ils soient africains ou étrangers, publics ou privés,

- intérêt international soutenu, car les actions africaines ne peuvent aboutir sans un appui substantiel et persévérant des institutions internationales spécialisées dans les domaines du commerce, du développement et des finances, notamment. C'est dans cet esprit que le royaume du Maroc renforce ses relations bilatérales avec ces pays frères et œuvre inlassablement, à la concrétisation de tous les efforts d'intégration régionale en Afrique, à travers notamment la réactivation effective de l'union du Maghreb Arabe et la conclusion, par mon pays, d'un accord de libre-échange avec l'union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). De même, le royaume du Maroc a pris l'initiative d'annuler la dette contractée à son endroit par les pays africains frères les moins avancés et de supprimer tous droits et taxes à leurs exportations vers le marché marocain. Enfin, je voudrais saisir cette occasion pour réitérer la proposition de mon pays, de voir l'organisation des nations unies instaurer un mécanisme permanent de haut niveau, chargé de mettre en application les décisions de la communauté internationale en faveur de l'Afrique.

Monsieur le Président,

La présente conférence nous offre, à tous, l'opportunité de concevoir une diplomatie multilatérale de nouvelle génération, qui constituerait, ainsi que je l'indiquais, lors du sommet du millénaire, le prélude à "un patriotisme planétaire". Aussi nous importe-t-il de revitaliser la solidarité nord-sud pour triompher, ensemble, des défis majeurs et globaux auxquels nous sommes confrontés et permettre aux membres les plus vulnérables de la communauté internationale de gagner le pari de la lutte contre la pauvreté et du développement durable. Nous espérons qu'une conférence de suivi de la présente conférence se tiendra dans les meilleurs délais possibles afin que nous puissions faire le point sur les efforts déployés, tant au niveau national qu'international, pour concrétiser les engagements convenus d'un commun accord, et ce, dans l'objectif de prendre toutes les mesures supplémentaires qui s'imposeraient pour lutter contre toutes les formes de marginalisation et d'exclusion de par le

monde. En vous remerciant pour votre aimable attention, je souhaite à votre conférence plein succès dans ses travaux.

Wassalamou alaykoum warahmatou Allah wabarakatouh."

Maroc.ma